

ÉDITION 2022

la
cgt
FINANCES

CAHIER D'ÉTÉ

JOUONS, REVENDIQUONS, VOTONS

ÉLECTIONS PROFESSIONNELLES DU 1^{ER} AU 8 DÉCEMBRE 2022

1

Mots mêlés

E É E P M S V É N Q C G T P N
D T T R I A A T L U T T E A O
É I I O N L C I R A C A G Y I
E L A M I A A M É L M G R E T
L A R O S I N I M I B E È T A
I C T T T R C X U F S N V É L
A S E I È E E O N I Y T E L F
V I R O R S S R É C N R S É N
A F E N E C A P R A D C J T I
R E V E N D I C A T I O N R É
T I O L P M E E T I C N V A T
M I S S I O N S I O A G O V I
T S O C I A L E O N T É C A N
É T I L A G É G N S C S A I U
B E R C Y T S N O I T C E L É

agent
cgt
égalité
fiscalité
lutte
paye
qualifications
revendication

syndicat
unité
bercy
congrès
élections
grèves
ministère
promotion

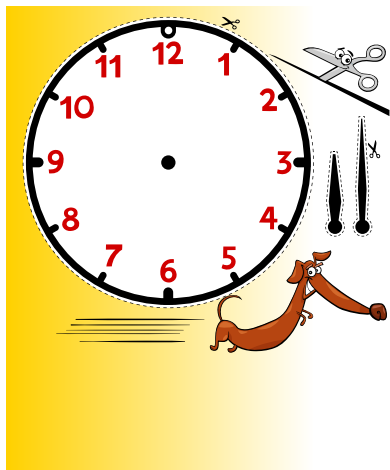
rémunération
salaires
télétravail
vacances
cap
csa
emploi
inflation

missions
proximité
retraite
social
travail

La phrase cachée :



TEMPS DE TRAVAIL



L'heure des 32h a sonné !

VITE LES 32 HEURES !!!!

Ne pas réduire le temps de travail est un contresens de l'histoire. A l'heure du numérique, une meilleure répartition des richesses passe par l'augmentation des salaires mais aussi par une réduction du temps de travail.

Tout d'abord, la réduction du temps de travail apparaît comme une évidence quand bon nombre de salariés souffrent d'une intensification du travail qui concourt à une augmentation des souffrances au travail, se caractérisant par exemple, par un accroissement exponentiel des « burn out ».

Une évidence quand dans un même temps plus de 6 millions de personnes sont au chômage, que des millions d'autres ont un emploi précaire ou à temps partiel.

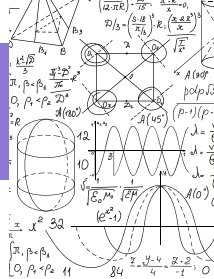
Une réduction du temps de travail à 32 heures pourrait augmenter de 2 millions le nombre d'emplois, privé et public confondus.

Certains pays (Espagne, Islande, Royaume-Uni...) ou entreprises (LDLC, Bosch...) expérimentent ou mettent en place, la réduction du temps de travail sans baisse de salaire. La réduction du temps de travail c'est permettre d'ouvrir un nouveau cycle de progrès social et sociétal. C'est permettre aux femmes et aux hommes de concilier responsabilité professionnelle et parentalité. D'avoir un engagement citoyen, plus de temps pour se cultiver ou faire du sport... c'est plus de temps de droit au bonheur !



2

Sudoku



FACILE

				3		7	
	4	8	7	2			1
		5		1	4		8
2	5				3	8	7
							6
6	7	1	2				3
5			8	4		7	
	3			5	2	9	8
1		6					

MOYEN

4		6		7			
7					6	5	3
				5			4
							9
1		8	6	3			
	2			5			9
			9	1	2		6
3			5				
8	7	5	1				2
				4		6	
							5

DIFFICILE

2		1			6		4
	4			2			7
		5	9				
				3		5	
5	9		6		1		7
		3		9			8
					9	4	
8				7			3
	6		3			7	
							2

DIABOLIQUE

9				3			
7		6	9		5		
		5	2		6		
	9				4		1
8							6
5			7				9
				8		2	5
			4		9	7	3
			3				8



CONTRÔLER LE TÉLÉTRAVAIL



La mise en place du télétravail oblige à repenser l'organisation des collectifs de travail, afin de les préserver pour assurer au mieux nos missions de service public.

Le travail doit être équitablement réparti entre agent-e-s en télétravail et en présentiel. Le temps de travail doit être encadré, d'autant plus en télétravail pour garantir le droit à la déconnexion. Et les situations particulières (handicap, femmes enceintes, proches aidants) doivent être prises en compte.

Cette organisation du travail hors des murs de nos administrations et établissements nécessite des moyens supplémentaires en termes de locaux, de

matériels et de logiciels, de prise en charge des frais. Le télétravail ne doit pas constituer un coût pour celles et ceux qui le choisissent.

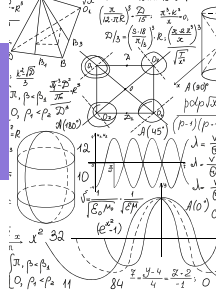
Les droits des agent-e-s doivent être garantis, quel que soit le mode d'organisation choisi. Ainsi, l'accès à la formation professionnelle et à l'information syndicale doit être préservé.

Tout cela nécessite de la formation pour tout le collectif de travail (encadrement, agent-e-s en télétravail et en présentiel) et la mise en place d'espaces de dialogue sur l'organisation du travail au plus près du terrain.



3

Enigmes mathématiques



1 L'âge d'Elisabeth

Elisabeth et Guillaume sont frères et sœurs. Un jour, les deux enfants ont une discussion dans leur chambre :

- Tu sais Elisabeth, si j'enlevais 2 ans à mon âge et que je te les donnais, tu aurais le double de mon âge.
- Oui, mais si tu me donnais 3 ans de ton âge, cela rendrait le mien trois fois supérieur au tien. Quel est l'âge des deux enfants ?

2 Emmanuel et les deux bergers

Emmanuel se promène dans les Pyrénées et croise deux bergers qui s'appêtent à manger. Il leur demande s'il peut partager leur repas. Les bergers acceptent. Le premier berger a 7 fromages, et le deuxième en a 5.

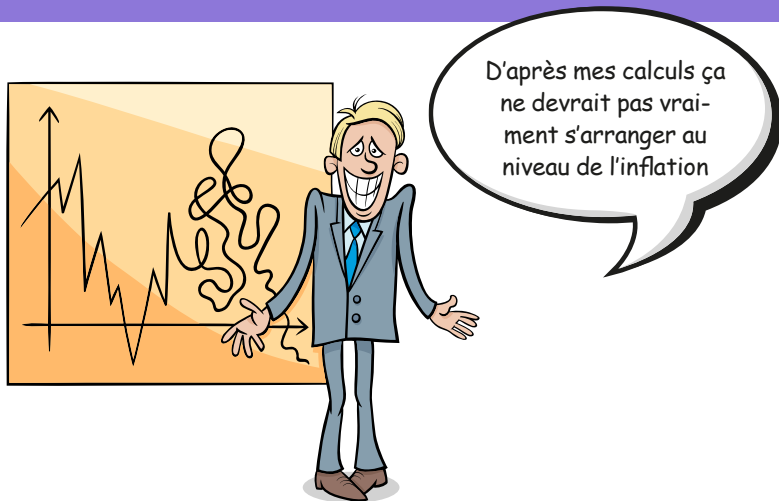
Ils s'installent tous les trois et mangent chacun quatre fromages. Pour les dédommager, Emmanuel leur donne 12€. Le premier prend 7€ et le deuxième prend 5€. Le partage est-il équitable ?

3 Le plus lourd des sacs d'or de Bruno

Bruno dispose de 9 petits sacs d'or et d'une balance à 2 plateaux parfaitement équilibrée. L'un des petits sacs d'or est plus lourd que les autres. Comment peut-il identifier avec certitude quel est ce sac, en seulement 2 pesées ?



AUGMENTER LES SALAIRES !



AUGMENTER LES SALAIRES ÇA URGE !

Depuis 40 ans, nos salaires sont désindexés, gelés au prétexte qu'il faut lutter contre l'inflation ou empêcher son retour. Les salaires ne sont pas responsables de l'inflation ! La situation aujourd'hui nous le prouve.

Depuis 40 ans, l'inflation n'avait pas disparu : inflation des dividendes, des valeurs boursières, des prix de l'immobilier, de l'énergie... avec des conséquences concrètes pour les salariés. Ainsi, les fonctionnaires ont perdu 25% de pouvoir d'achat depuis 2000.

Tout augmente sauf les salaires ! Ça suffit ! Il est urgent d'arracher une mesure de rattrapage immédiate (300€) et des mesures d'indexation automatique des salaires sur

une inflation représentant la réalité du coût de la vie et non un indice des prix à la consommation systématiquement minoré. Les grilles de rémunérations doivent être reconstruites pour une véritable évolution de carrière garantissant un doublement minimum entre le début et la fin d'une carrière complète.

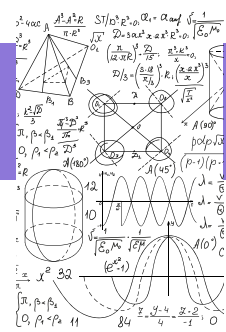
Irréaliste ? Les dividendes (revenus des actions) ont augmenté de 11% au premier trimestre 2022 par rapport à l'année dernière (record absolu). Les dividendes ont plus que doublé depuis 2009, pendant ce temps, les fonctionnaires perdaient 15% de pouvoir d'achat.

A quand un gel des dividendes pour lutter contre l'inflation ?



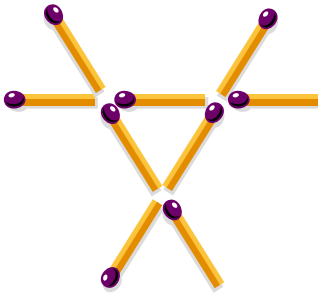
4

Logique



1

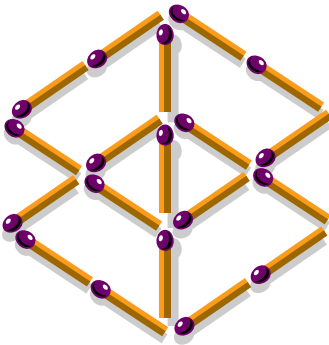
4 pour 5



Déplacer 4 allumettes pour former 5 triangles

2

Il suffit d'une allumette



Il suffit d'enlever une allumette pour qu'il ne reste plus de triangles



POUR DES SERVICES DE PROXIMITÉ



Les « réformes » territoriales opérées depuis des décennies ou le développement de l'interministérialité impactent directement le maillage des administrations et leur fonctionnement.

Les réseaux de Bercy n'y échappent pas et subissent une raréfaction de leurs implantations de proximité, que le Gouvernement prétend compenser avec la multiplication de services low-cost tels que les Établissements France Service, qui ne font en réalité que dégrader la qualité du service rendu aux usagers.

La volonté d'imposer une e-administration met en difficulté les usager.e.s notamment les plus en difficulté sociale. L'accessibilité

au numérique doit être reconnue comme un droit fondamental. Elle doit être assurée par un service public gratuit notamment par des services d'accueils permettant aux personnes en situation de handicap face aux nouvelles technologies d'avoir une égalité de traitement au niveau des activités économiques, sociales et culturelles.

Pour nombre de nos missions, l'ancrage dans les territoires, en prise directe avec les réalités sociales et économiques, est essentiel.

Les moyens immobiliers, matériels, informatiques et en personnels doivent être à la hauteur de nos missions de proximité, pour assurer l'égalité de traitement sur tous les territoires et un haut niveau de service au public.

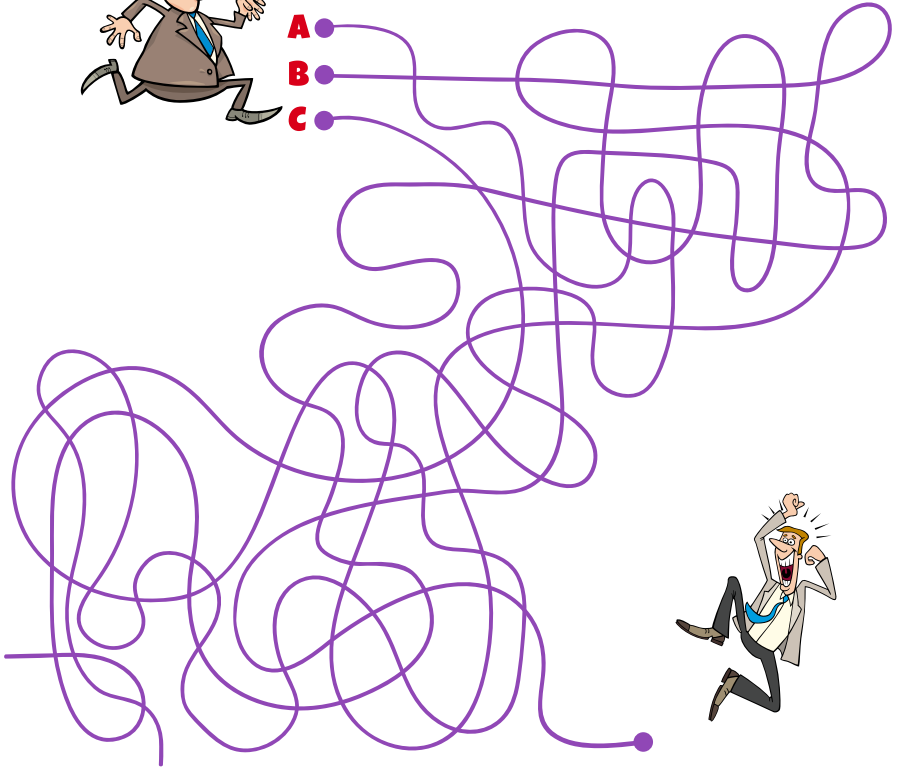


5

Labyrinthe



A ●
B ●
C ●



Retrouvez le chemin des bonnes conditions de travail



CONDITIONS DE TRAVAIL



Les nouvelles organisations du travail ont provoqué la montée générale des risques psychosociaux et de la souffrance au travail. Aujourd'hui se confirme une dégradation historique des conditions de travail avec une intensification du travail, des réorganisations et des méthodes pathogènes imposées par les directions. Ce processus s'est encore aggravé avec la crise sanitaire.

Pourtant, Bercy a décidé de faire disparaître les CHS-CT à l'issue des élections professionnelles de décembre, en déclinant la loi de transformation de la Fonction publique, et mettant en place une instance unique, le comité social d'administration (CSA) pour l'ensemble des sujets intéressants le collectif de travail.

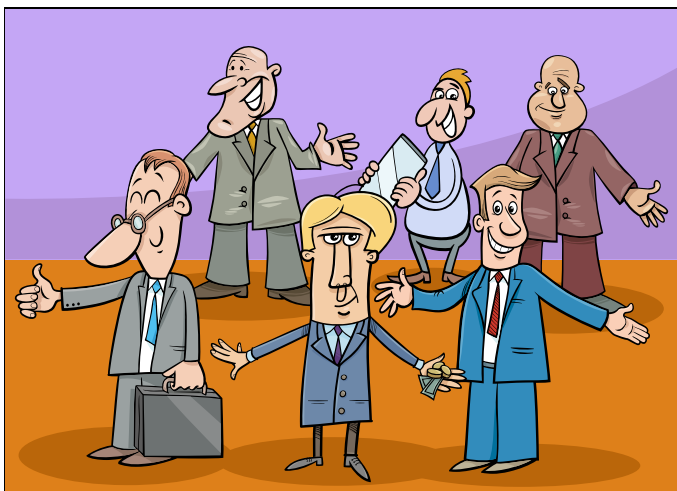
A l'inverse, il est urgent de renforcer la prévention et de mettre à disposition des moyens humains et financiers aux acteurs de prévention, inspecteurs santé et sécurité, équipes pluridisciplinaires et médecins de prévention dans tous les départements.

La qualité de vie au travail nécessite de ne pas imposer des suppressions de poste et d'implantation ainsi que la dégradation du service public qui enlève du sens au travail. Elle est aussi liée à une évolution positive de la rémunération et à de véritables perspectives de carrière aidées par un accès à des formations de qualité. La qualité de vie au travail nécessite aussi de faciliter le travail en équipe et l'absence de mise en concurrence entre les agents.

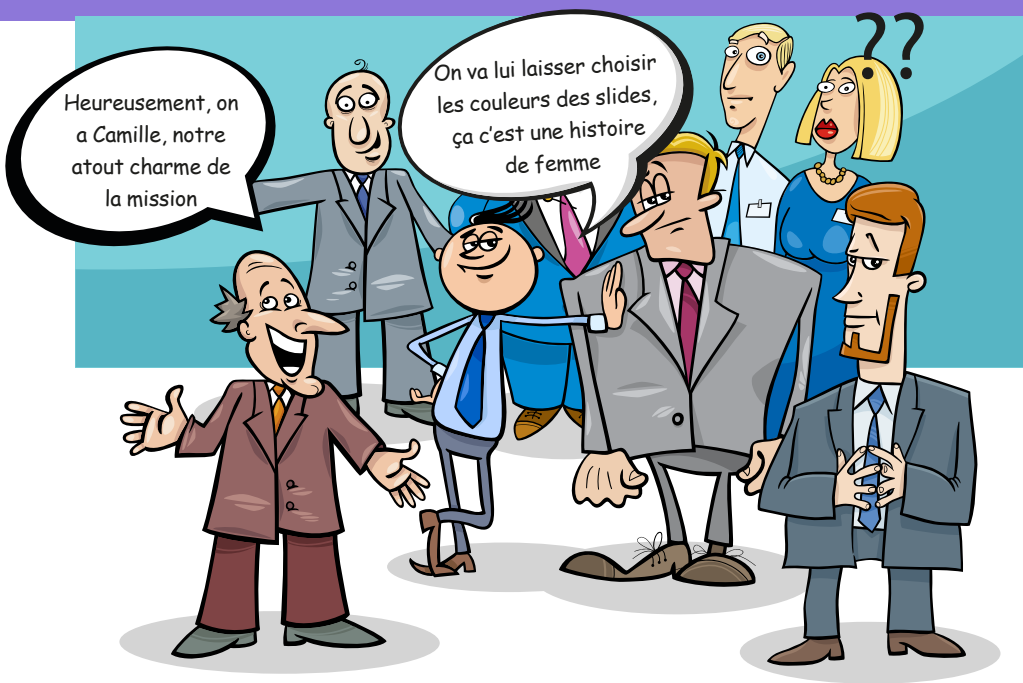


6

Le jeu des 6 différences



ÉGALITÉ FEMMES/HOMMES



L'égalité salariale doit être mise en œuvre pour les salaires de celles qui travaillent aujourd'hui avec rattrapage, ce qui permettra de diminuer les inégalités constatées ensuite sur les pensions de retraite. À travail de valeur égale, salaire égal. Une urgence quand le différentiel est de plus de 10 % en défaveur des rémunérations des femmes sur les 3 dernières années selon Bercy !

Les déroulements de carrière des femmes doivent être améliorés. Cela nécessite d'en finir avec les principes (comme le plafond de verre) qui freinent l'accès des femmes aux postes à responsabilité et les maintiennent dans des

emplois subalternes et dévalorisés.

Nos collègues féminines doivent enfin pouvoir travailler dans des environnements sans pressions et violences sexistes et sexuelles. Il est temps de croire et protéger les victimes et de sanctionner les auteurs de ces violences.

Ce ne sont que quelques exemples des engagements forts portés par notre fédération sur l'égalité femme/homme. Et les femmes travaillant dans nos ministères ont enfin besoin d'actions concrètes et immédiates sur ce sujet. Les belles formules des plans d'action ne suffisent



PASSONS À L'ACTION SOCIALE !

Avant que le centre de vacances ne ferme, je m'éclateeeeeeee !!!



Restauration, vacances, colonies, logements, crèches, aides et prêts sont des prestations dites d'Action sociale auxquelles vous avez droit et dont vous pouvez avoir besoin.

Le vote au CSA pour les prochaines élections professionnelles déterminera le nombre de sièges au Conseil National d'Action Sociale (CNAS), dans les Conseils Départementaux d'Action Sociale pour les CSA locaux (CDAS) ainsi que pour les représentants des usagers dans les associations AGRAF (restauration Ile de France), ALPAF (logements et prêts) et EPAF (vacances).

Vos élus sont là pour défendre vos droits et continueront à porter les revendications de toutes et tous dans tous les domaines de l'action sociale et resteront au plus près des besoins des agents actifs et retraités.

Nous revendiquons une restauration collective de qualité pour tous au plus près du lieu de travail ainsi qu'une gestion directe des structures de restauration par les personnels. Lorsqu'il n'y a pas de possibilité de restauration, l'obtention de titre-restaurant dont la prise en charge par l'employeur à hauteur de 60% de la valeur du titre, l'autre partie étant payée par le salarié.

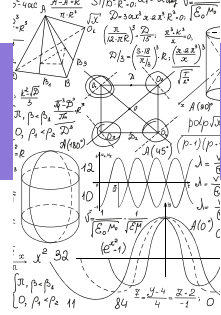
Tout le monde doit pouvoir se loger décemment et ne pas avoir à dépenser plus de 15% de sa rémunération dans un loyer.

Soyons ambitieux le développement de l'accès au sport, aux loisirs et à la culture doit exister partout ainsi que la possibilité de partir en vacances.



8

Enigmes



1

L'énigme de Gabriel

Trouvez à quoi font référence les phrases suivantes :

1. C'est mieux que Dieu.
2. C'est pire que le diable.
3. Les pauvres en ont.
4. Les riches en ont besoin.
5. Et si on en mange, on meurt.

2

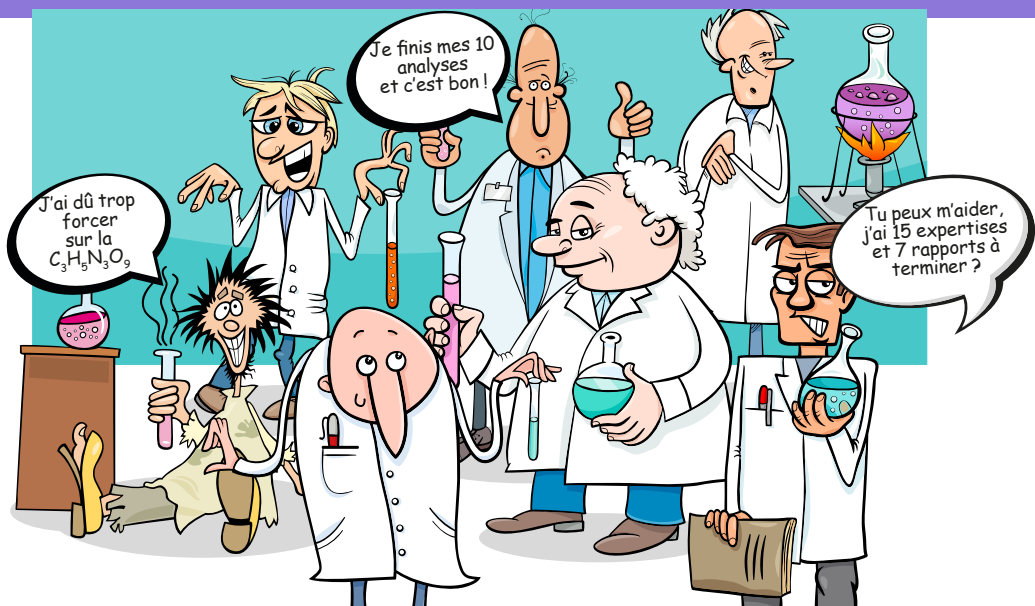
Dans les jardins de Matignon

Un nénuphar du bassin de Matignon double de surface chaque jour. Au bout de 30 jours, il recouvre la totalité du bassin dans lequel il se trouve.

Au bout de combien de jours il recouvrirait le quart de la surface de ce bassin ?



DÉMISSION DES MISSIONS



Les missions que nous exerçons au ministère des finances sont essentielles pour le bon fonctionnement de la société, le bien être et la sécurité des citoyens.

Elles permettent entre autre de financer les services publics et l'ensemble des éléments économiques nécessaires à la collectivité. Ces missions ont été particulièrement mises à mal durant ces dernières années, le contrôle du capital et des marchandises étant de plus en plus attaqué car présenté comme une entrave à la bonne marche de l'économie. En réalité, le désengagement de l'État en matière de contrôle fait prendre des risques inacceptables aux populations et mettent en danger les finances publiques.

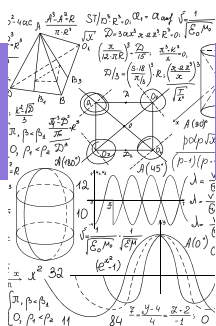
Les missions que nous exerçons c'est aussi ce qui donne un sens concret à notre travail, le sentiment d'être utile à l'ensemble de la société. Or le démantèlement incessant des services, les suppressions d'emplois, les externalisations, et abandons de missions ont remis en cause beaucoup de certitudes quant à la perception de notre utilité publique, créant énormément de désarroi et de souffrance au travail.

C'est bien l'ambition de la CGT, redonner tout son sens à notre travail en réorientant nos missions en faveur de l'intérêt général et la protection de l'ensemble de la société. En redonnant les moyens humains et matériels aux agents afin de travailler dans de bonnes conditions.



9

Sudoku



MOYEN

	5	2	8	1	
		5 8	6		
				9	
2		7			5
3 8 1		5	9 4 7		
9		4			8
	7				
	2	9 4			
6	9	3	7		

DIFFICILE

	2			9 5	
4		9 3		8	
		6			7
			3		
5	7		1	8	3
		2			
2		4			
	4		8 9		6
	1 5			7	

DÉMONIAQUE

	2	3	9		
				3	
9	3		8 2 7		
	4		6		
6	7			1	4
		9		8	
	7 5 6		4		1
	2				
		4	7	3	

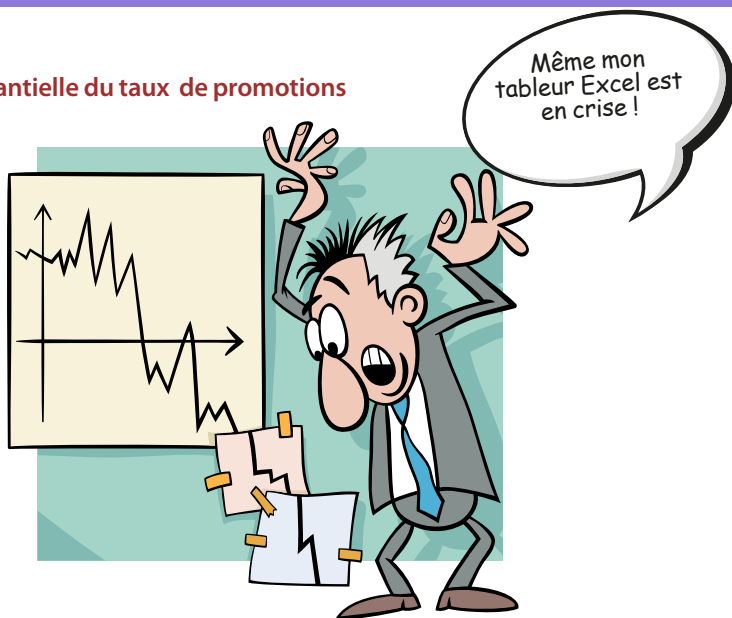
DÉMONIAQUE

			2	6	7
		3			4
	4	9 6			1
	6		4	8	3
	7 8		5	1	
4	8	3		9	
3		9 5	4		
5			3		
	1 9 2				



PROMOTIONS EN BERNE

Baisse tendancielle du taux de promotions



RECONNAÎTRE LES QUALIFICATIONS MISE EN ŒUVRE AU QUOTIDIEN

Parce que les recrutements de collègues sur-diplômés, sur-qualifiés se sont généralisés, que les qualifications acquises et mises en œuvre tous les jours augmentent sans cesse, les possibilités de promotions doivent être une réalité, et non une illusion.

Il faut retravailler les grilles en lien avec les qualifications, veiller à l'adéquation entre position statutaire et poste occupé, redéfinir les doctrines d'emploi qui ne sont plus respectées aujourd'hui, pour ne pas être corvéables à merci.

Reconnaître une technicité, une polyvalence toujours plus poussées et massives ne peut se faire que par des plans de qualifications massifs, des plans de titularisation et des règles de promotions transparentes et collectives. Sinon, c'est la promotion à la tête du client à la Macron comme mis en place par les Lignes Directrices de Gestion.

Les rémunérations stratosphériques des grands patrons sont justifiées parce que le talent ça se paye paraît-il.

Nos qualifications, nos compétences aussi doivent être payées ! C'est pourquoi, il est urgent de mettre en œuvre un véritable plan de qualifications ambitieux et à la hauteur des enjeux.

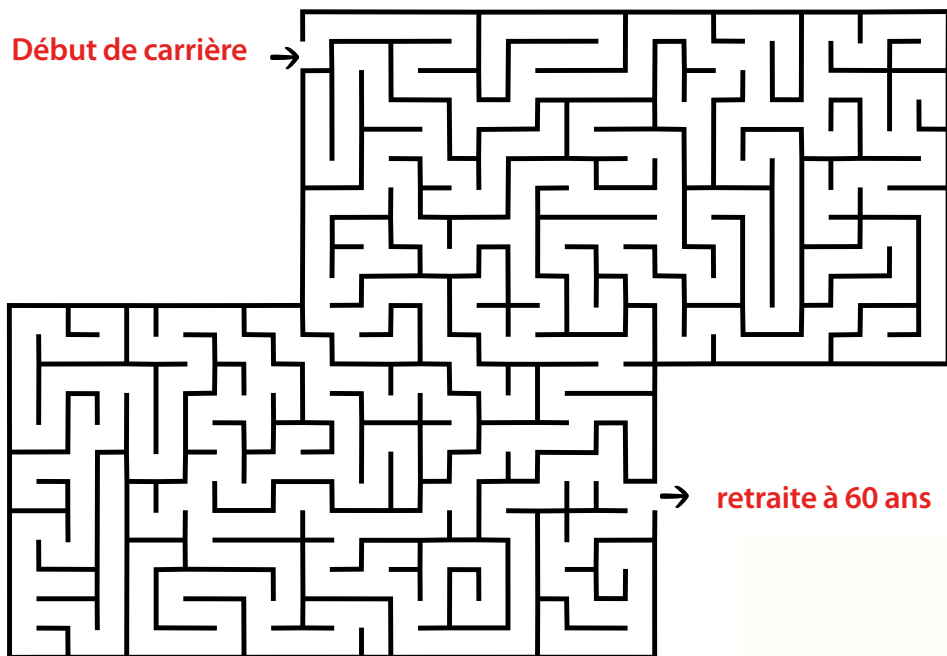


10

Labyrinthe



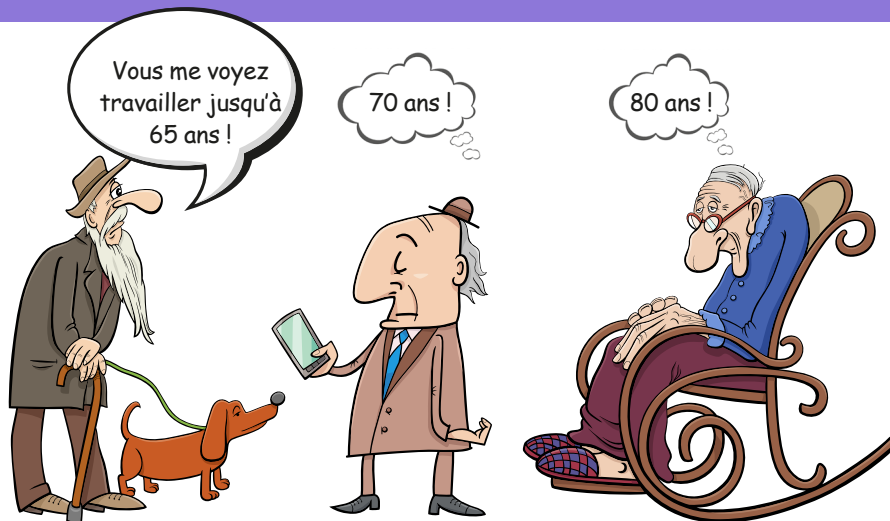
Début de carrière →



→ retraite à 60 ans



NE BATTONS PAS EN RETRAITE !



NON À LA RETRAITE A 65 ANS, OUI AU PROGRES SOCIAL !

Main dans la main avec le secteur financier privé qui rêve de s'accaparer les 14 % de PIB de financement de nos retraites par répartition qui échappent à la spéculation, le Gouvernement voudrait contraindre celles et ceux qui en ont les moyens de se tourner vers l'épargne retraite.

Son projet de réforme ne répond en effet à aucune nécessité économique et diminuera fortement le niveau des pensions : cotiser 43 annuités sera impossible avec un premier emploi stable à 26 ans en moyenne, seulement 38 % des plus de 60 ans encore en emploi et une espérance de vie en bonne santé à 64 ans...

Quant à nos régimes spécifiques, nous salariés des

secteurs public et semi-public, ils sont le fruit de notre histoire sociale et il n'y a pas de raison économique de les supprimer !

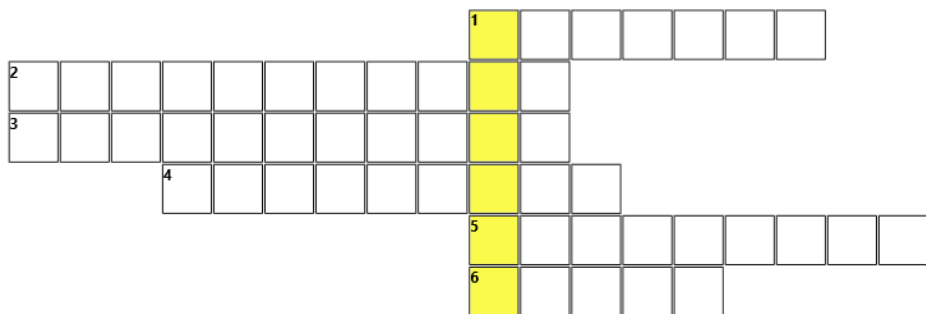
La retraite à 60 ans avec 75 % du dernier salaire c'est possible ! Il faut instaurer l'égalité salariale entre les femmes et les hommes, taxer les dividendes, augmenter les cotisations patronales, etc. Sachant qu'en 2021, 69,4 milliards d'euros ont été versés aux actionnaires du CAC 40 : un record !

Par notre mobilisation, nous avons empêché Macron d'imposer sa réforme régressive il y a deux ans et 70% de la population est opposée à son nouveau projet : les richesses que nous créons doivent servir au progrès social, pas à enrichir les 1 % les plus riches, pas question qu'il impose un âge légal de départ à 65 ans !



11

Le mot mystère



1. Il peut être brut

2. Donne le cap

3. Tendre vers un but commun

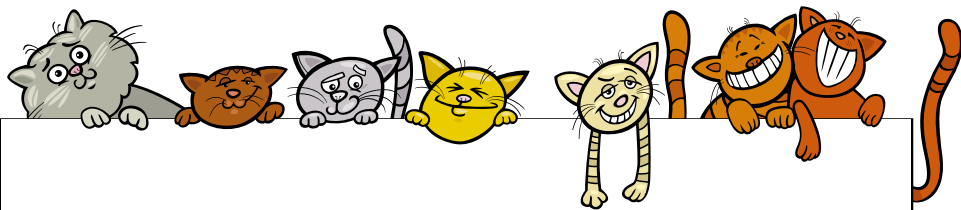
4. Fait grimper les prix

5. Bon pour le son et les luttes

6. Pour Eugène Pottier elle est finale



SOUS LE SIGNE DE L'UNITÉ!



TOUS EN(CHAT)MBLES!

La fédération des Finances CGT a fait le choix d'un syndicalisme de transformation sociale qui s'inscrit dans un combat pour une toute autre société. Ce syndicalisme ne se conçoit pas sans l'adhésion active des salariés. Nombre d'entre vous font confiance à la CGT et sont en même temps convaincus que l'union fait la force. C'est pourquoi, vous accordez une grande importance à l'unité syndicale. Notre fédération se retrouve dans cette aspiration et met la démocratie syndicale au cœur de son activité. L'émiettement du paysage syndical français est préjudiciable à tous les salariés face à un patronat uni et arrogant, bien aidé par le Gouvernement.

En tant que plus ancienne et organisation moteur des grands mouvements sociaux, la CGT a une responsabilité toute particulière. C'est pourquoi nous sommes et

resterons à l'initiative dans la recherche permanente de l'unité d'action. Aux Finances, la CGT propose systématiquement aux autres organisations syndicales d'échanger régulièrement y compris en dehors des processus d'action. Nous avons déjà mené des campagnes et luttes communes (emplois, salaires, retraites, santé au travail, action sociale...). Nous continuerons de le faire.

Indépendante, la CGT n'est pas indifférente aux grands enjeux de société et travaille donc également aux convergences avec les mouvements, collectifs publics, associations, forces politiques... qui partagent nos valeurs.

**ENSEMBLE NOUS SERONS
TOUJOURS PLUS FORT !**





Elections professionnelles du 1er au 8 décembre 2022

JE VOTE
la
cgt

aux finances
pour nos droits
pour le service public

Fédération des finances CGT

263, rue de Paris • Case 540

93515 MONTREUIL CEDEX

Tél : 01 55 82 76 66

Courriel : contact@cgtfinances.fr

Internet : www.cgtfinances.fr

Crédits photos Adobe stock : P1, 10, 14, 20 et

P24 Good Studio, P 2 à P 23 Igor Zakowski,

P 14 ivook, P3, 5, 7, 9, 11, 13, 15, 17, 19, 21

Gstudio, P 2 et P22 Belkin & Co, P4, P6, P8, P

16 et P 18 Marina Sun